

**LA FRANCE EST LE 14<sup>e</sup> PAYS  
À LÉGALISER LE MARIAGE GAY**

FRANCE - LIRE P. 7-8 ET LA TRIBUNE D'ERIC FASSIN P. 18



**Les Etats-Unis vont livrer des  
armes sophistiquées à Israël**

INTERNATIONAL - LIRE P. 4



**CINÉMA : LE PARADIS  
TRASH D'ULRICH SEIDL**

CULTURE - LIRE P. 19 ET PORTRAIT P. 14

Mercredi 24 avril 2013 - 69<sup>e</sup> année - N°21232 - 1,80 € - France métropolitaine - [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

## Austérité L'insolente santé de l'Allemagne accroît le décrochage de la France

- L'Allemagne est le seul pays européen à afficher un excédent budgétaire. Celui-ci a dépassé les 4 milliards d'euros en 2012
- Six pays, dont la France, demandent à Bruxelles un nouveau délai pour ramener leur déficit public sous la barre des 3%
- Les bons chiffres allemands accroissent la pression sur Angela Merkel pour une relance des salaires et de la consommation outre-Rhin

LIRE PAGES 2-3



Devant l'ambassade de France à Tripoli.  
MAHMUD TURKIA/AFP

## ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADE DE FRANCE À TRIPOLI

■ Une explosion à la voiture piégée a blessé deux gendarmes dans la capitale libyenne LIRE PAGES 5

## Objectif équilibre 2017 : la France doit tenir son cap

**P**lein-emploi, excédent budgétaire, frémissement de la croissance : l'Allemagne affiche une santé économique qui ne peut faire que des jaloux. Les succès d'Angela Merkel sont une humiliation pour l'Europe du Sud et la France, dont le décrochage est patent. La France souffre d'un chômage deux fois plus important que son voisin, a enregistré un déficit budgétaire considérable de 4,8% du PIB en 2012 et se trouve aujourd'hui en stagnation.

C'est dans ce contexte que les députés devaient examiner, mardi 23 avril, le « pro-

gramme de stabilité » transmis à Bruxelles. Celui-ci prévoit le retour à l'équilibre des finances publiques en 2017. L'histoire a un petit goût de déjà-vu : chaque gouvernement, de droite comme de gauche, fait de cet objectif une cible mouvante. En 2002, Jacques Chirac avait reporté les engagements de la France, qui devait avoir un budget équilibré en 2003 ! Nicolas Sarkozy avait fait de même en 2007. Et

François Hollande, après avoir assuré que la France repasserait sous la barre des 3% de déficits publics en 2013, a dû y renoncer. Depuis dix ans, les Français ont le sentiment qu'on leur demande sans cesse des efforts. Aujourd'hui, après cinq années de crise financière, ils n'en peuvent plus. Pour trouver une échappatoire, ils invoquent l'excessive rigueur qui n'aurait pas porté ses fruits en Europe du Sud.

Même le président de la Commission européenne a pris ses distances avec cette politique de rigueur : « *Autant je pense que cette politique est fondamentalement bonne, autant je pense qu'elle a atteint ses limites. Pour être couronnée de succès, une politique doit non seulement être conçue correctement, mais elle doit recueillir un minimum de soutien politique et social* », a résumé José Manuel Barroso.

Le soutien à cette politique d'austérité fait désormais défaut, dans une zone euro qui connaît un taux de chômage de 12%, soit 20 millions de demandeurs d'emploi. La défiance des peuples se traduit dans les urnes, comme en atteste l'explosion du paysage politique en Grèce et en Italie.

Le débat public porte sur l'excessive rigueur, qui ajouterait la crise à la crise. Mais, en pratique, les responsables politiques lâchent du lest depuis des mois, avec l'aval du FMI et de la Commission. L'effort d'assainissement est, aujourd'hui, deux fois moins intense qu'il ne l'était il y a un an. Ce fut d'abord la Cour constitutionnelle portugaise qui censura un plan d'économies gouvernemental, puis les Pays-Bas, qui ajournèrent 4 milliards d'euros d'économies prévues en 2014. Aujourd'hui, l'Espagne devrait obtenir un délai de deux ans pour faire repasser ses déficits sous la barre des 3%.

La France, elle, n'a pas connu de vraie rigueur. Ses dépenses publiques restent les plus élevées d'Europe, et l'Etat social a joué son rôle d'amortisseur depuis la crise de 2008. Il a fallu attendre 2012 pour enregistrer une baisse du pouvoir d'achat des ménages, la première depuis 1984, sous l'effet des hausses d'impôts décidées par Nicolas Sarkozy et accentuées par François Hollande. Cette voie a ses limites. Le programme français prévoit de réduire de 3 points le taux de dépenses publiques d'ici à 2017. Encore faut-il s'y tenir. ■

## AUJOURD'HUI

### Accor change de PDG

Denis Hennequin devait quitter, mardi, ses fonctions à la tête du groupe hôtelier en raison d'un désaccord stratégique avec ses deux principaux actionnaires.

ÉCONOMIE - PAGE 13

### Toujours plus d'opticiens, toujours plus de marges

Une étude de l'UFCV-Que choisir pointe ce paradoxe. Une paire de lunettes se vend en moyenne 275 euros de plus que ce qu'elle a coûté.

ÉCONOMIE - PAGE 11

### Deux options pour réformer le renseignement de proximité

Cinq ans après la mort des « RG », le ministre de l'intérieur devrait trancher entre leur résurrection ou une simple réfection de façade, le 7 mai.

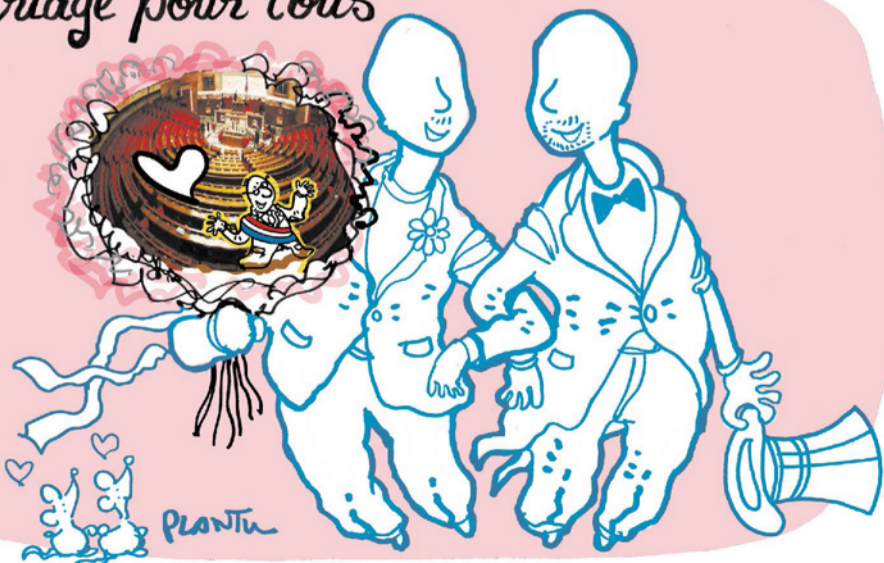
SOCIÉTÉ - PAGE 10

## ÉDITORIAL

gramme de stabilité » transmis à Bruxelles. Celui-ci prévoit le retour à l'équilibre des finances publiques en 2017. L'histoire a un petit goût de déjà-vu : chaque gouvernement, de droite comme de gauche, fait de cet objectif une cible mouvante. En 2002, Jacques Chirac avait reporté les engagements de la France, qui devait avoir un budget équilibré en 2003 ! Nicolas Sarkozy avait fait de même en 2007. Et

## LE REGARD DE PLANTU

### Mariage pour tous



## L'ŒIL DU MONDE

### Elus et transparence

Tour d'horizon international des pratiques en matière de publication des patrimoines et des revenus.

LIRE PAGES 16-17

## DÉBATS

### Les enjeux de la visite en Chine de François Hollande, par François Godement

Le sinologue François Godement explique pourquoi l'Asie influence désormais notre destin. Pour lui, la tâche de la diplomatie française est de crédibiliser les atouts d'une puissance moyenne. La France doit encourager des prises de participation chinoises dans le capital de ses entreprises.

LIRE PAGE 18

DESIGNER ACCESSORIES ONLINE

## Dream Days

Jusqu'à 50% de réduction du 19 au 28 avril 2013

**MONNIER**  
Frères

[WWW.MONNIERFRERES.FR](http://WWW.MONNIERFRERES.FR)

# L'Allemagne résiste aux pressions européennes

L'atonie de la croissance dans de nombreux pays de la zone euro alimente le débat sur la relance

Le G20 des ministres des finances était à peine achevé à Washington que la Commission européenne publiait, lundi 22 avril, l'état des déficits et des dettes publiques au sein de l'Union européenne. Si les déficits refluent lentement au sein de la zone euro, les dettes continuent d'augmenter. Comme prévu, la France a affiché en 2012 un déficit représentant 4,8% de son produit intérieur brut (PIB) et a demandé, comme cinq autres pays, à bénéficier d'un délai supplémentaire pour se conformer au plafond de 3%. Pendant ce temps, l'Allemagne s'offrait, elle, le luxe d'afficher un excédent de 0,2%, relançant le débat sur la politique de Berlin.

Angela Merkel, seule contre tous ? L'affirmation est caricaturale – la chancelière est appuyée par plusieurs pays du Nord – mais pas dénuée de fondement. Pourtant, tant à Bruxelles qu'à Berlin, on tente de calmer le jeu. Alors que le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, juge que le strict respect des 3% est moins important que les réformes structurelles prises par les pays, la chancelière a concédé, lundi 22 avril, au cours d'un entretien avec le premier ministre polonais, Donald Tusk, qu'« on ne crée pas de la croissance en faisant seulement des économies. Je ne suis absolument pas pour que l'on ne fasse qu'économiser. La croissance vient aussi des réformes structurelles, c'est notre expérience en Allemagne ».

Une source bruxelloise confirme que la confrontation avec l'Allemagne est « précisément ce qu'il faut éviter en ce moment » pour s'épargner d'autres crispations. A l'heure où l'Europe est en pleine crise existentielle, Bruxelles veut écarter au maximum le risque de nouvelles divisions, même si les résultats des élections en Grèce ou en Italie sont perçus comme de très clairs « non » à la politique prônée par l'Allemagne.

La Commission européenne tente donc de formuler des propositions pour stimuler la relance – un véritable pacte européen de croissance, des propositions de réforme des systèmes de retraite ou du marché du travail – acceptables pour la chancelière. Elle sait, en revanche, qu'il sera impossible, compte tenu des échéances électorales allemandes (élections législatives en septembre), d'aller trop loin dans la remise en question des objectifs d'assainissement budgétaire. La Commission doit formuler à la fin du mois de mai ses traditionnelles « recommandations » aux Etats. Elle devrait évoquer quelques mesures de relance tout en prônant clairement, pour ne pas irriter Berlin, une poursuite des efforts et des réformes structurelles.

Les Conseils européens, en mai et juin, promettent d'être animés. Consacrés à la fiscalité ou à l'énergie, ils n'éviteront pas les questions de la croissance et de la relance. Signe des tensions entre Paris et Berlin : il semble exclu que les deux pays fassent de véritables propositions communes sur ces sujets comme Angela Merkel et François Hollande s'y étaient engagés en janvier à Berlin.

Si l'Allemagne reconnaît désormais la situation difficile dans laquelle se trouvent la plupart des pays européens, elle n'entend pas remettre son modèle économique en cause. Il faut dire qu'en 2012 l'ensemble des comptes publics (au sens des critères de Maastricht) ont dégagé un excédent de 2,2 milliards d'euros, un cas unique dans l'Union européenne. Et, si les cinq principaux instituts de conjoncture s'attendent à une croissance de seulement 0,8% cette année, ils misent sur

une croissance de 1,9% en 2014, ce qui devrait permettre au chômage, déjà peu élevé, de recommencer à baisser.

Alors qu'Angela Merkel bat des records de popularité, il faudrait que la chancelière soit bien téméraire pour changer de politique à six mois des élections législatives de septembre. Tout juste le ministre des finances, Wolfgang Schäuble, a-t-il consenti à donner un coup de pouce à la consommation, notamment en baissant les cotisations retraite. Un geste de 6 milliards d'euros cette année, soit 0,2% du PIB. Pas de quoi soutenir véritablement la demande en Europe. L'Allemagne est désormais en campagne.

Or, malgré sa popularité, la réélection d'Angela Merkel n'est pas acquise. La création récente d'un parti prônant le retour au deutschemark pourrait bouleverser la donne. Toute attente d'une nouvelle orientation de sa politique européenne d'ici aux élections est vaine. Tel est le sens de l'entretien qu'elle a donné au *Bild*, daté des 18 et 19 avril. Certes, la chancelière admet que les réformes que doivent mener les Etats du sud de l'Europe sont « douloureuses », mais il n'y a pas d'autre issue. « A long terme, chaque pays ne peut vivre qu'à partir de ce qu'il produit [...]. Le bien-être à crédit n'est plus possible. Cela doit être clair pour tout le monde. »

« Chaque pays ne peut vivre qu'à partir de ce qu'il produit. Le bien-être à crédit n'est plus possible. Cela doit être clair pour tout le monde »

Angela Merkel  
chancelière allemande

Au passage, la chancelière, qui recevra mercredi à Berlin Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, s'exprime en véritable chef de l'Europe. « Je veux un continent plus compétitif qui puisse aussi assurer le bien-être de ses concitoyens à l'avenir. L'Europe doit être leader dans le monde, ce qu'aujourd'hui nous ne sommes pas dans de nombreux domaines. Les Etats de la zone euro doivent donc être plus compétitifs et, pour cela, il y a encore beaucoup à faire », déclare M<sup>me</sup> Merkel.

En fait, comme elle l'avait reconnu implicitement devant le Parlement européen en novembre 2012, la chancelière ne fait pas vraiment confiance à ses homologues pour mener les réformes nécessaires. Conclusion : « Tant que la pression ne sera pas plus forte, certains préféreront suivre leur propre voie. Nous devons accepter que l'Union européenne ait le dernier mot sur certaines questions. Dans le cas contraire, nous ne pourrions pas continuer à construire l'Europe », a affirmé M<sup>me</sup> Merkel. « Nous n'avons pas toujours besoin de renoncer à nos pratiques nationales mais nous devons être compatibles », a-t-elle ajouté.

Mais, pour la chancelière, il est clair qu'un transfert de souveraineté à Bruxelles n'est envisageable que si l'Union prend la voie souhaitée par l'Allemagne. Or, « il n'y a pas qu'un seul message dans la crise », a reconnu lundi Donald Tusk, qui a par ailleurs pointé le risque de « perte asymétrique de souveraineté » que pose tout transfert de souveraineté à Bruxelles, les « petits » pays ayant moins que d'autres la possibilité de s'y faire entendre. Manifestement, même aux yeux de ce proche de la chancelière, le risque d'hégémonie allemande est loin d'être écarté. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN)  
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS (À BRUXELLES)



## L'AfD, le parti antieuro qui inquiète la CDU

Berlin  
Correspondant

Le nouveau parti allemand antieuro Alternative pour l'Allemagne (AfD), créé le 14 avril, inquiète déjà les politiques. Un sondage publié mardi 23 avril par le quotidien *Bild* indique que 5% des électeurs voteraient pour lui. C'est 2% de plus que la semaine précédente. C'est surtout le seuil minimal pour entrer au Bundestag après les élections du 22 septembre. Il suffit que l'AfD confirme sa percée auprès d'une partie des électeurs de la CDU ou fasse passer le Parti libéral sous les 5% pour que la gauche puisse espérer l'emporter. « Le résultat sera très serré », pronostiquerait la chancelière Angela Merkel en privé.

Rien ne dit pour l'instant que l'AfD parviendra à se structurer dans toute l'Allemagne d'ici à l'été, condition indispensable pour pouvoir se présenter aux élections, mais l'AfD aurait déjà environ 8 000 adhérents, essentiellement des hommes, quinquagénaires et conservateurs. Agé de 50 ans, économiste à l'université, ancien militant de la CDU pendant trente-trois ans, Bernd Lucke, fondateur et désormais président de l'AfD, correspond parfaitement à ce profil. Au départ méprisé par les politiques, cet enseignant est désormais pris au sérieux.

Dans un entretien publié le 22 avril par l'hebdomadaire économique, *Wirtschaftswoche*, Wolfgang Schäuble, ministre des finances, estime que l'AfD « exprime les soucis et les doutes de citoyens. Il faut prendre en compte ces préoccupations ». Le ministre se rassure en indiquant que selon les sondages, 69% des Allemands se disent en faveur de

l'euro et 27% sont pour un retour au deutschemark. C'est eux dont Bernd Lucke veut capter le vote.

Selon lui, « la Grèce, Chypre, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et vraisemblablement la France » devraient sortir de l'euro, a-t-il expliqué au magazine *Focus* du 22 avril. Il affirme que la disparition de l'euro peut se faire progressivement et envisage le retour du mark pour 2020. Avantage pour l'Allemagne : « Nous n'aurons plus à nous porter garants des sommes toujours plus importantes pour les pays en crise », explique M. Lucke. Ce discours est d'autant

mieux reçu par une partie de la population qu'une récente étude de la Banque centrale européenne montre qu'en moyenne, les Allemands ont un patrimoine moins élevé que la plupart des autres Européens, y compris dans les pays en crise. Dès lors, pourquoi devraient-ils les aider ?

Nul ne sait aujourd'hui si l'AfD va véritablement percer mais par sa seule existence, ce parti ne peut qu'inciter M<sup>me</sup> Merkel à se montrer intransigeante face aux Européens qui lui demandent plus de souplesse. ■

F. L.

## Les indégivrables Xavier Gorce





Des sympathisants d'Alternative für Deutschland (AfD), lors du meeting fondateur du parti antieuro, le 14 avril, à Berlin. JOHANNES EISELE/AFP

# L'Europe, en panne, préoccupe le monde

Le Vieux Continent a tourné le dos à l'austérité sans le dire. Et n'a plus d'outils efficaces à sa portée

## Analyse

Washington  
Envoyé spécial

Les 188 ministres des finances et leur gouverneur de banque centrale réunis à Washington du 18 au 21 avril se sont montrés très inquiets de la dépression qui affecte l'économie européenne. Ce n'est pas tant la baisse annoncée de son produit intérieur brut (PIB) de 3% en 2013 – après un recul de 0,6% en 2012 – qui les alarme que sa langueur persistante. Ils redoutent qu'elle se transmette au reste de la planète par le biais d'un coup de froid sur le commerce et les investissements mondiaux.

Car l'Europe, et notamment la zone euro, aurait dû renouer avec la croissance. Le redressement des comptes y progresse partout, et à des rythmes comparables à ce qui a été réalisé au cours des crises de la dette qui ont jalonné les années 1990 et 2000 en Amérique latine, en Asie ou en Afrique. Les réformes institutionnelles y ont été actées, qu'il s'agisse de l'union bancaire ou du renforcement des solidarités économiques et financières. Les banques ont été redressées grosso modo. Les taux d'intérêt sont bas. Sur le papier, rien de fondamental n'est détraqué sur le Vieux Continent.

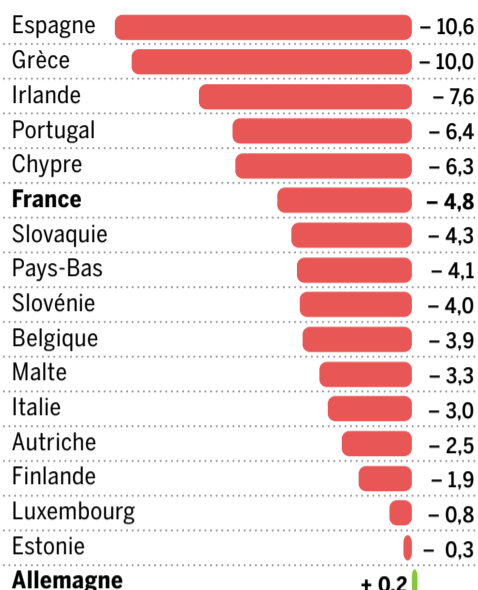
Et puis? La panne: un cercle vicieux se met en place. Les médiores marges des entreprises les dissuadent d'embaucher; le taux de chômage va atteindre 11% en Europe dite « avancée » en 2013 et 2014. De ce fait, la demande cafouille, y compris dans les aires en développement. Face à ce sombre tableau qui laisse augurer une montée des risques de crédit, les banques dispensent chichement leurs prêts, une prudence qui handicape surtout les PME, principales créatrices d'emplois.

« On me proposerait de prendre un ministère des finances en Europe que je refuserais, s'exclame un des « maîtres » de l'économie mondiale présent à Washington, je ne sais quels remèdes permettraient de la tirer de sa dépression. »

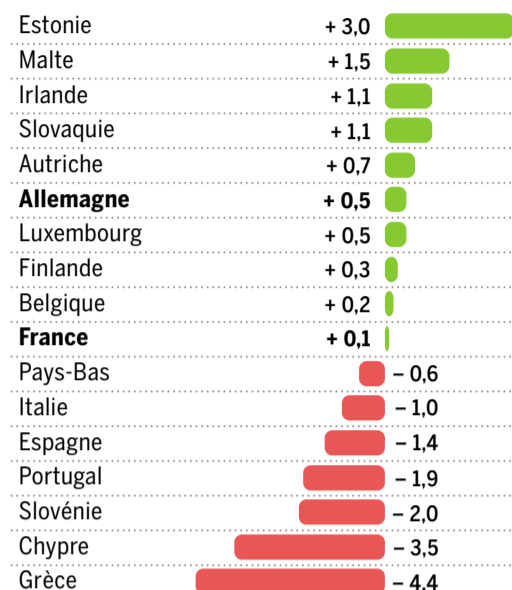
Adoucir la consolidation budgétaire, c'est-à-dire alléger l'austérité? Olli Rehn, le commissaire euro-

## Encore des déficits, toujours pas de croissance

DÉFICIT PUBLIC EN 2012  
DES PAYS DE LA ZONE EURO, en % du PIB



CROISSANCE PRÉVUE POUR 2013  
DES PAYS DE LA ZONE EURO, en %



SOURCE : EUROSTAT

péen aux affaires économiques, a déclaré à Washington: « Je vais vous dire un secret. Le rythme d'ajustement budgétaire en Europe s'est déjà ralenti depuis 2012. » Très exactement de moitié entre 2012 et 2013.

Bruxelles s'est rallié à l'idée d'accorder un délai à la France ou à l'Espagne pour leur permettre de respecter les critères du traité de Maastricht. Aujourd'hui, la différence de rigueur entre les Etats-Unis et la zone euro n'est pas celle que l'on croit: cette dernière s'inflige une diète moitié moindre de celle d'une Amérique qui va voir sa croissance amputée, cette année, de 1,5 point.

Deuxième potion magique: relancer la machine par la demande. A l'heure actuelle, seules l'Allemagne, la Norvège et l'Estonie peuvent le faire, sauf à dégrader une compétitivité européenne affaiblie. C'est peu. Outre-Rhin, les salaires ont recommencé à croître plus vite que chez les voisins. La proximité des élections législatives, en fin d'année, devrait confirmer la fin de la rigueur salariale avec la naissance hautement symbolique d'un salaire minimum.

Troisième outil: la baisse des taux d'intérêt de la Banque centra-

le européenne (BCE). Plusieurs voix allemandes se sont élevées pour dire qu'un tel assouplissement monétaire serait possible si la situation l'exigeait et, ce, en l'absence de tout risque inflationniste. Mais une telle baisse ne pourrait être que symbolique puisque le taux directeur de la BCE est déjà bas, à 0,75%.

## Le mal dont souffre les Vingt-Sept doit être cherché dans l'absence de confiance des consommateurs et des entreprises

Quatrième remède: des réformes de structure pour débloquent les énergies et diminuer les déficits. Mais celle du marché du travail, la simplification des procédures administratives, le report de l'âge de la retraite ou la fin de certains monopoles (taxis, pharmacies, notaires) exigent des années pour porter des fruits visibles de tous.

Le mal dont souffre l'Europe doit être cherché ailleurs, plus précisément dans l'absence de confiance. Les indicateurs du moral des

consommateurs et des entreprises chutent depuis plus d'un an. Les acteurs économiques européens ne croient pas en l'avenir parce que leurs responsables communautaires ou nationaux ne leur expliquent pas pourquoi, comment et selon quel tempo l'assainissement et la relance seront menés.

Personne n'ose dire haut et fort que l'austérité a ralenti cette année, de peur d'effrayer les marchés et de voir compromis le financement des dettes souveraines. Ce qui aboutit au résultat cocasse d'un débat sur la nécessité d'adoucir une austérité déjà ébréchée, même au Royaume-Uni, et au regain de la tentation populiste d'une relance budgétaire accommodée de protectionnisme.

Mais comment reprocher aux opinions publiques de se réfugier dans le déni des réalités alors qu'elles sont laissées, en pleine tempête, à leurs fantasmagories par des dirigeants européens aphasiques et à courte vue? L'échec assuré de ce déni risque de perpétuer peur du futur, défiance à l'égard de l'entreprise, refus du changement et panne de croissance. La crise économique de l'Europe est un autre aspect de sa crise morale et politique. ■

ALAIN FAUJAS

## La BCE, à court d'idées, pourrait baisser ses taux

Les marges de manœuvre de l'institut sont limitées, alors que le loyer de l'argent est déjà très bas

Certains diront qu'il s'agit là pour Mario Draghi d'une question de réputation. Après avoir su, en 2012, apaiser des marchés paniqués qui menaçaient de disloquer la zone euro, le patron de la Banque centrale européenne (BCE) peut-il laisser, sans rien faire, la récession s'installer?

En attendant de trouver mieux, plusieurs dirigeants de l'autorité monétaire ont donc commencé à préparer le terrain à une nouvelle baisse du loyer de l'argent. Le principal taux, le « refi » – celui auquel les banques se refinancent –, sera selon toute vraisemblance abaissé d'un quart de point à 0,50%. Un plus bas historique.

La décision pourrait être annoncée en juin, voire dès la prochaine

réunion mensuelle de l'institution, le 2 mai. Même les plus « faucons » (les plus orthodoxes) au sein du conseil semblent s'y être résignés. Le patron de la Bundesbank, la banque centrale allemande, Jens Weidmann, a indiqué qu'un tel geste était possible si la situation économique l'exigeait.

Or le tableau de bord en zone euro est sans nuance: peu d'inflation, pas de croissance. « Quand la BCE prévoit 1,3% d'inflation en 2014, elle rate son unique mandat et se doit donc de réagir », décrit Frederik Ducrozet, économiste au Crédit agricole-CIB. Officiellement, la Banque centrale a en effet pour mission d'assurer la stabilité des prix, ce qui correspond à une inflation proche de 2% à moyen terme.

M. Draghi voit aussi s'éloigner son scénario d'un sursaut de la croissance au deuxième semestre. La zone euro va mal. Et si certains pays s'en sortent mieux que d'autres, aucun n'est épargné. Même la locomotive allemande donne des signes de faiblesse.

### Une décision « par défaut »

« Dans ce contexte, il n'y a plus de raisons d'attendre, affirme Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. La BCE doit envoyer un signal prouvant qu'elle a encore des marges de manœuvre. » Pour autant, souligne M. Broyer, il s'agit là d'une décision « par défaut » à l'efficacité « limitée ».

Une baisse des taux aura sans doute un effet sur le taux de change. En permettant indirectement à l'euro de se déprécier, la BCE favorisera la compétitivité européenne. Mais cette détente monétaire risque d'échouer face au problème majeur affectant la reprise: la contraction du crédit au secteur privé. En théorie, une baisse des taux doit se diffuser à l'économie « réelle », jusqu'aux ménages et aux entreprises: en donnant aux banques accès à de l'argent bon marché, elle est censée encourager la distribution de crédit pas cher.

Mais le loyer de l'argent est déjà très bas. Et les banques ne prêtent pas. En tout cas, pas équitablement

dans tous les Etats de la zone. La situation est critique dans les pays fragiles d'Europe du Sud. Plombées par la morosité économique, les entreprises – et d'abord les PME – se voient proposer des crédits à des taux exorbitants.

Pour la BCE, cela signifie que le « canal de transmission » de sa politique monétaire ne fonctionne pas. Ces dernières semaines, les dirigeants de l'institution ont semblé faire aveu d'impuissance, répétant qu'un nouvel assouplissement monétaire ne suffirait pas à remettre de l'huile dans le moteur.

Alors, une baisse des taux, et après? Lors de la réunion d'avril, Mario Draghi a dit réfléchir « à 360 degrés » à de nouveaux instruments. Autrement dit, à des mesures non standard pour soutenir le financement des PME. Mais à une condition: que la BCE reste dans le cadre de son mandat.

Sur le fond, l'institution de Francfort renvoie surtout les dirigeants européens à leurs responsabilités. Elle a suggéré de mettre davantage à contribution la Banque européenne d'investissement. Quitte à sembler à court de munitions, elle insiste sur ce message répété par M. Draghi mi-avril devant le Parlement européen: « La BCE ne peut pas faire tout pour tous à tout moment. » ■

MARIE DE VERGÈS

### Les marchés saluent la réélection du président italien

Paradoxalement peut-être, les marchés ont applaudi la réélection de Giorgio Napolitano à la présidence de l'Italie. Après l'annonce de la reconduction pour sept ans de ce presque nonagénaire (88 ans en juin), auquel la Péninsule n'a pas réussi à trouver de successeur, les taux d'emprunt du pays se sont fortement détendus. Mardi 23 avril, celui de la dette italienne à dix ans est même tombé à 4%, son niveau le plus bas depuis novembre 2010.

Les investisseurs semblent donc faire confiance à M. Napolitano pour mettre un terme à l'impasse politique qui paralyse la troisième économie de la zone euro: deux mois après les élections législatives, l'Italie est en effet toujours privée de gouvernement. Cette détente illustre aussi la quête des investisseurs pour tous les actifs offrant un peu de rendement alors que les titres allemands de dette, plus sûrs, ne rapportent presque plus rien.

La Montre des Présidents. **VULCAIN**  
MANUFACTURE DEPUIS 1858

Modèle « 50s PRESIDENTS' CLASSIC ». Calibre Vulcain V-56 automatique, 2650 euros. [www.vulcain-watches.com](http://www.vulcain-watches.com)

**MAIER**  
VINTAGE  
6, rue Simon Maupin, Lyon, Tél: 04 37 57 54 50

# Un arsenal de pointe américain pour Israël

Washington va fournir des avions susceptibles de faciliter des frappes contre les installations nucléaires iraniennes

Jérusalem  
Correspondant

Si ce n'est pas un feu vert implicite donné à Israël pour se lancer dans l'aventure de frappes militaires contre les sites nucléaires iraniens, cela y ressemble fort... Mais, consciente de ce risque, l'administration américaine a beaucoup insisté pour que sa décision de fournir des armements sophistiqués à l'Etat juif ne soit pas interprétée comme un accord tacite à une accélération de la planification d'une attaque de l'Iran.

En arrivant à Jérusalem, dimanche 21 avril, le secrétaire américain à la défense, Chuck Hagel, a reconnu que ce contrat de vente d'armes américaines à Israël était un « signal très clair pour l'Iran ». Israël « prendra la décision qu'il doit prendre pour se protéger et se défendre lui-même », a-t-il ajouté. La tournée régionale de M. Hagel – après Israël, il se rend en Jordanie, en Arabie saoudite et dans les Emirats arabes unis – est clairement placée sous le signe des menaces iraniennes et syriennes.

Les commandes ayant reçu l'imprimatur de la Maison Blanche concernent des capacités militaires stratégiques au profit d'Israël, mais aussi de l'Arabie saoudite et des Emirats, trois Etats menacés à des degrés divers par les projets iraniens. Leur montant total s'élèverait à 10 milliards de dollars (7,7 milliards d'euros), dont près de la moitié consacrée à l'achat par les Emirats de vingt-cinq avions de chasse F-16, un marché incluant la formation de pilotes émiratis aux Etats-Unis.

Alors que Riyad (qui avait déjà bénéficié d'un farouche contrat d'armement de plus de 29 milliards de dollars en 2010) pourra notamment acquérir des missiles sophistiqués, le type d'armes fournies à Israël est particulièrement significatif, puisqu'il comprend, selon M. Hagel, « des missiles antiradiation et des radars perfectionnés pour les chasseurs, des avions de ravitaillement en vol KC-135 et surtout des appareils de transport V-22 Osprey, que les Etats-Unis n'ont fournis à aucun autre pays ».

Cela fait plusieurs années qu'Israël réclamait en vain de pouvoir acheter des KC-135 – le président américain George W. Bush s'y était opposé en 2008 – afin de renouveler sa flotte vieillissante de Boeing 707 modifiés en avions



Le secrétaire d'Etat américain à la défense, Chuck Hagel (au centre), son homologue israélien, Moshé Yaalon (à gauche), et l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, Dan Shapiro, survolent en hélicoptère le plateau du Golan, lundi 22 avril. J. WATSON/REUTERS

ravitailleurs. La question du ravitaillement en vol des chasseurs bombardiers israéliens F-15 et F-16, qui auraient pour éventuelle mission d'aller détruire des sites iraniens, est l'un des principaux défis que doit relever Israël, même si l'option aérienne n'est pas la seule.

De même, en acceptant de livrer des avions hybrides V-22 à Israël – l'Osprey, à la fois avion de transport et hélicoptère, est un appareil adapté aux opérations spéciales lointaines, comme celles menées par les Etats-Unis en Irak, en Afghanistan et en Libye –, Washington manifeste sa volonté, comme l'a souligné Chuck Hagel, de fournir à l'Etat juif « tout le soutien qui lui sera nécessaire pour maintenir sa supériorité militaire et aérienne face à tout Etat, coalition

d'Etats ou acteurs non étatiques ».

Il n'en demeure pas moins que, comme le souligne le *New York Times*, Washington n'a toujours pas accepté de fournir à Israël les bombes ultrapuissantes GBU-57 AB, seu-

**Cela fait plusieurs années qu'Israël réclamait de pouvoir acheter des avions de ravitaillement en vol KC-135**

les capables de détruire les installations profondément enfouies de l'usine d'enrichissement nucléaire iranienne de Fordow, située près de la ville sainte de Qom.

Ces décisions, a souligné le secrétaire américain à la défense, montrent que la coopération militaire entre les Etats-Unis et Israël « est plus forte que jamais et qu'elle n'ira qu'en se renforçant à l'avenir ». Washington a donné récemment des gages dans ce sens en annonçant une aide de 220 millions de dollars pour financer une sixième batterie du système antimissile Iron Dome, qu'Israël déploie sur son territoire en fonction de l'évolution des menaces provenant de Gaza, de la région du Golan (frontalière avec la Syrie) ou de sa frontière nord, face au Hezbollah libanais.

L'Etat juif souhaite, d'autre part, obtenir des Etats-Unis la vente de carburant (notamment pour son aviation) pour un montant de 2,67 milliards de dollars. M. Hagel a

soufflé alternativement le chaud et le froid au cours de sa visite à Jérusalem, soulignant que l'option militaire contre l'Iran devait être le « recours ultime », tout en reconnaissant que c'est à Israël de décider, en tant que « nation souveraine », s'il doit ou non se lancer dans une offensive contre Téhéran. Bon prince, le ministre de la défense israélien, Moshé Yaalon, a indiqué que son pays ferait preuve de « patience » avant de s'y résoudre.

Cet engagement ne veut pas dire grand-chose, dans la mesure où les responsables israéliens maintiennent à dessein l'ambiguïté sur leurs intentions. Lors de la visite du président Barack Obama à Jérusalem, le 20 mars, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, s'était montré conciliant, c'est-à-dire prêt

à accepter le calendrier des Etats-Unis, pour qui Téhéran n'aura pas franchi de « ligne rouge » nucléaire avant environ un an.

Le chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Benny Gantz, a cependant souligné, il y a quelques jours, qu'Israël avait la capacité militaire d'attaquer seul les installations nucléaires iraniennes. De ce point de vue, l'adoption, le 15 mars, par la commission des affaires étrangères du Sénat américain, d'une résolution prévoyant un soutien militaire et diplomatique automatique des Etats-Unis, au cas où Israël, par « légitime défense », se sentirait « obligé » d'engager une action militaire contre l'Iran, a été accueillie avec satisfaction à Jérusalem. ■

LAURENT ZECCHINI

## Les combats autour de la localité syrienne de Qoussair menacent de déborder au Liban

Les insurgés syriens, qui reprochent au Hezbollah de combattre aux côtés du régime de Bachar Al-Assad, ont bombardé des villages libanais

Beyrouth  
Correspondance

Avant l'éclatement de la révolte en Syrie, un petit pont de pierre reliait Qasr, dans la région libanaise du Hermel, à Qoussair, en Syrie. Ce passage entre les deux bourgades distantes d'un peu plus de dix kilomètres a été détruit par l'armée syrienne. Mais la guerre menace de déborder la frontière, alors que, depuis près de deux semaines, se livre une bataille acharnée en Syrie pour le contrôle de Qoussair.

**Georges Sabra, président par intérim de la Coalition**

Georges Sabra a été désigné président par intérim de la Coalition nationale syrienne, qui regroupe la plus grande partie de l'opposition. Il succède à Moaz Al-Khatib, qui a démissionné dimanche 21 avril, en expliquant qu'il se sentait « impuissant » face à l'incapacité de la communauté internationale à mettre fin au bain de sang en Syrie. M. Sabra, un chrétien de 66 ans, était jusqu'à présent le chef du Conseil national

Des roquettes lancées par les rebelles syriens se sont une nouvelle fois abattues, dimanche 21 avril, sur plusieurs localités du Hermel, dont Qasr. Cette région, située dans le nord-est du Liban, est un bastion du Hezbollah, allié au régime syrien.

Les frappes n'ont fait que des dégâts matériels. Mais une semaine plus tôt, des obus tirés par les insurgés avaient tué deux civils libanais dans cette même zone. Et mardi, les écoles devaient rester fermées pour le deuxième jour consécutif dans les localités

syrien, noyau dur de la Coalition. Vétéran de l'opposition, cet ancien instituteur communiste a passé de longues années en prison et dans la clandestinité. Intransigeant et refusant tout compromis avec le régime, il s'était opposé à Moaz Al-Khatib quand ce dernier avait proposé en janvier d'ouvrir des discussions avec le régime. La Coalition doit élire son prochain président les 10 ou 11 mai. – (AFP.)

proches de la frontière syrienne.

La rébellion accuse le Hezbollah de soutenir l'armée syrienne dans son offensive contre Qoussair et ses environs et a plusieurs fois ordonné au parti chiite armé de se retirer de Syrie. Elle avait assuré, après les tirs meurtriers du 14 avril, avoir riposté à des attaques en provenance du Liban et visé des positions militaires. Ce sont pourtant des civils qui ont été touchés, affirment les habitants. « Ils veulent nous faire peur parce que nous soutenons le Hezbollah », croit savoir Hassan, un résident du Hermel.

Dans cette portion du Liban, on entendait, lundi, le bruit des combats voisins aux alentours de Qoussair. Damas veut reprendre « à n'importe quel prix » cette bourgade dominée depuis près d'un an par les insurgés. Des militants antirégime ont fait état de violents bombardements, tandis que l'armée syrienne disait resserrer son étau après avoir pris plusieurs villages périphériques.

Le Hezbollah, qui dispose de camps d'entraînement dans les montagnes du Hermel, continue



de nier tout engagement militaire aux côtés du régime de Bachar Al-Assad ; une implication que Georges Sabra, le chef de l'opposition par intérim, qualifie de « déclaration de guerre contre le peuple syrien ». Mais le Parti de Dieu a désormais érigé en « devoir

national et moral », selon l'un de ses ténors, cheikh Nabil Qaouq, l'aide qu'il prodigue aux combattants pro-Assad des villages syriens situés entre le Hermel et Qoussair, habités par des chiites, Libanais ou Syriens.

Selon un diplomate européen, le Hezbollah joue en fait un « rôle primordial » dans la bataille de Qoussair. Il a « déployé un grand nombre d'hommes en Syrie, notamment dans cette poche, dont l'Armée syrienne libre et le Front Al-Nosra ont tenté de s'emparer à plusieurs reprises depuis février ».

La zone de Qoussair est stratégique à plus d'un titre. Elle est proche de la route qui relie Damas à Homs et à la côte méditerranéenne. Elle est également vitale pour l'approvisionnement en armes des rebelles, qui disposent déjà de filières dans le nord et l'est du Liban – à condition de vaincre la quinzaine de villages pro-régime.

Qasr était, lundi 22 avril, une « zone militaire », selon Hassan Zeaiter, un élu local. L'armée libanaise n'y est toutefois pas

déployée, précise-t-il. Pour Beyrouth, les récents bombardements constituent une menace et un casse-tête. L'armée libanaise n'a pas les moyens de s'interposer. Après avoir condamné, au

**La zone de Qoussair, proche de la route qui relie Damas à Homs, est vitale pour l'approvisionnement en armes des rebelles**

cours des mois passés, les frappes de l'armée syrienne contre le Liban, le président Michel Sleimane a dénoncé, cette fois, les « tirs d'obus et de roquettes contre le territoire libanais » qui « ne contribuent pas à faire avancer la démocratie » en Syrie.

Deux cheikhs sunnites libanais d'obédience salafiste ont appelé au « djihad » contre le Hezbollah dans la région de Qoussair, reprochant à Beyrouth sa passivité face au parti chiite. ■

LAURE STEPHAN



# Des dizaines de pesticides sont autorisés en France contre les avis d'experts

Des alertes répétées de l'Agence de sécurité sanitaire n'ont pas été entendues par le ministère de l'agriculture

La révélation pourrait alourdir encore l'atmosphère de défiance qui s'installe en France entre la société civile et les pouvoirs publics : des dizaines de produits phytosanitaires agricoles ou domestiques (insecticides, herbicides, fongicides, etc.) sont autorisées depuis plusieurs années, sans tenir compte des alertes de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Des courriers, adressés par la direction générale de l'agence au ministère de l'agriculture, obtenus par l'association Générations futures et rendus publics mardi 23 avril, témoignent de profonds dysfonctionnements dans le système d'attribution ou de reconduction des autorisations de mise sur le marché des pesticides. Ces dernières sont délivrées par la direction générale de l'alimentation (DGAL), placée sous la tutelle du ministère de l'agriculture. Ces anomalies justifient, selon l'association, des recours en justice et notamment, un dépôt de plainte pour « mise en danger de la vie d'autrui ».

De quoi s'agit-il ? Dans un cour-

rier daté du 27 août 2012, Marc Moret, directeur général de l'Anses, rappelle à Patrick Dehaumont, directeur général de l'alimentation, avoir déjà « attiré l'attention » de ses services, en octobre 2009, sur « les problèmes posés » par le fait que les avis de l'Anses relatifs aux pesticides ou aux produits fertilisants « n'étaient pas suivis ».

**Une demi-douzaine de produits présentent des risques sanitaires pour l'utilisateur, qu'il soit jardinier amateur ou employé agricole**

d'une décision par le ministère chargé de l'agriculture dans les délais prévus par la réglementation ». Le courrier divulgué par Générations futures pointe également « le maintien sur le marché de produits pour lesquels [l'Anses] avait émis un avis défavorable ou un avis favorable avec restrictions », précisant que « des différences sont régulièrement repérées entre les avis de l'agence et les décisions » de la DGAL.

Pour preuve, le directeur général de l'Anses joint à son courrier trois listes « qui n'ont pas la prétention d'être exhaustives », mais qui rassemblent tout de même quelque 200 produits pour lesquels « des différences et anomalies ont été repérées dans ce cadre ».

A la date de l'examen, par les services de l'Anses, de la base de données des produits phytosanitaires autorisés – soit le 16 août 2012 –, plusieurs dizaines de pesticides étaient autorisés en France, en contravention avec les avis de l'agence nationale. « De très nombreux pesticides restent autorisés alors qu'ils devraient, selon l'Anses, être interdits car non conformes aux exigences de la législation en vigueur », s'insurge Générations futures.

D'un strict point de vue réglementaire, la DGAL n'est pas tenue de se conformer aux avis de l'Anses. Le grand nombre d'écarts relevés est cependant suffisamment anormal pour avoir suscité la réaction de l'agence sanitaire.

La plupart des risques ignorés par la DGAL concernent l'environnement, mais une demi-douzaine de produits épinglés présentent, selon les évaluations même de



l'Anses, des risques sanitaires pour l'utilisateur, qu'il soit jardinier amateur ou employé agricole.

La situation a évolué depuis août 2012, fait-on valoir à la DGAL, et certains produits ont été mis en conformité avec les avis de l'Anses. Combien ? La DGAL ne peut, dans l'immédiat, le préciser. Elle ajoute que certaines anomalies peuvent être expliquées par des défauts de mise à jour de la base

de données du ministère, ou encore par des agendas français et européens décalés. « Avant de tenir compte d'un avis de l'Anses, il faut parfois attendre certaines réévaluations en cours au niveau européen », plaide-t-on à la DGAL. C'est en effet à l'échelon communautaire que les molécules actives sont évaluées, les mélanges commerciaux étant ensuite évalués ou réévalués, puis autorisés (ou inter-

dit) par chaque Etat membre.

Ces explications ne permettent cependant pas d'expliquer l'ensemble des dysfonctionnements mis au jour. Générations futures a annoncé son intention de former un recours pour « carence fautive de l'Etat » et de saisir une juridiction administrative pour obtenir le retrait des autorisations délivrées aux pesticides concernés. ■

STÉPHANE FOUCAULT

## L'Etat indemnisera un céréalier cancéreux

CÉRÉALIER en Meurthe-et-Moselle et atteint depuis près d'une décennie d'un syndrome myéloprolifératif – un cancer du sang –, Dominique Marchal a obtenu gain de cause. Le 21 mars, la cour d'appel de Nancy a confirmé une décision du tribunal de grande instance d'Epinal, qui avait condamné l'Etat à réparer le préjudice subi par l'agriculteur.

Ce dernier a manipulé, pendant au moins deux décennies, plusieurs produits phytosanitaires commercialisés par Syngenta, Bayer ou encore BASF, tous contenant du benzène ou du toluène – dont le lien avec certains cancers du sang est bien documenté –, sans que leur éti-

quetage en fasse mention.

« Les étiquetages litigieux n'indiquent pas la composition du produit, ainsi que la présence d'une substance hautement dangereuse pour l'homme, comme le benzène, ni les précautions d'utilisation », ont noté les magistrats de la deuxième chambre civile de la cour d'appel de Nancy.

Pas plus « qu'ils ne comportent [de] mise en garde au regard des risques particuliers pour l'homme » présentés par ce produit. Et ce, précise l'arrêt, « alors que la liste des maladies professionnelles agricoles telles que révisée par le décret de 1988 mentionne le syndrome myéloprolifératif au titre des hémopathies provoquées par

l'emploi de benzène et tous les produits en renfermant ».

« C'est une décision importante », dit François Lafforgue, l'avocat du plaignant. C'est la première fois qu'un agriculteur est indemnisé pour une intoxication chronique aux pesticides. En février 2012, la victoire en première instance, très médiatisée, de Paul François, un agriculteur chartrain, contre Monsanto, concernait un empoisonnement aigu par un herbicide, le Lasso.

Dans le cas de M. Marchal, des poursuites contre les fabricants n'ont pas été engagées, mais l'Etat peut désormais se retourner contre eux. ■

S.F.

## En Norvège, les compagnies pétrolières veulent mettre le cap sur les îles Lofoten

Une étude de l'impact de forages va être lancée dans une zone dont la richesse halieutique était restée jusqu'ici préservée

Stockholm  
Correspondance

Le long de la côte norvégienne, les îles Lofoten forment un magnifique archipel aux eaux préservées. Elles sont aujourd'hui menacées par les projets de l'industrie pétrolière. Dimanche 21 avril, un pas de plus a été franchi vers des forages, lors du congrès du Parti travailliste norvégien.

Après des luttes internes mouvementées, le premier parti de Norvège, qui dirige depuis 2005 l'actuel gouvernement de coalition de centre gauche, a donné son accord pour qu'une étude d'impact soit réalisée sur l'exploitation pétrolière autour des îles Lofoten, Vesteralen et Senja. Une conséquence logique, selon le parti, des différentes études déjà réalisées par le Directoire du pétrole. Le congrès a toutefois décidé qu'une décision sur l'ouverture de la zone à l'exploitation ne serait prise, au plus tôt, qu'en 2015.

En Norvège, les travaillistes sont le parti pro-pétrole depuis le début de l'aventure pétrolière, qui a commencé avec la découverte, en 1969, du gisement d'Ekofisk en mer du Nord. Ils y voient une façon de créer des emplois en même temps que de fixer les populations dans des régions excentrées et défavorisées.

Les défenseurs de l'environnement soulignent la richesse halieu-



rique de cette zone. Non loin des îles Lofoten, le plateau continental s'arrête brusquement pour s'enfoncer dans des profondeurs abyssales. C'est cette bande relativement étroite que plusieurs espèces de poissons choisissent, au gré des saisons, pour se nourrir, se reproduire ou grandir. C'est là que se trouve notamment la zone de reproduction du plus gros stock de morues de la planète.

Les pétroliers, eux, souhaitent se faire une idée précise de l'importance des gisements, en effectuant des forages. L'enjeu est majeur. Même si le gouvernement norvégien a ouvert la mer de Barents, encore plus au nord, à l'exploration – d'importants gisements y ont été découverts ces dernières

années –, les conditions de travail dans ces eaux arctiques sont extrêmes, dangereuses et encore plus coûteuses qu'ailleurs. Les gisements espérés des Lofoten représentent une alternative plus abordable pour des compagnies qui ont besoin d'argent et voient les réserves de la mer du Nord arriver au maximum de leur rendement.

**Combat emblématique**

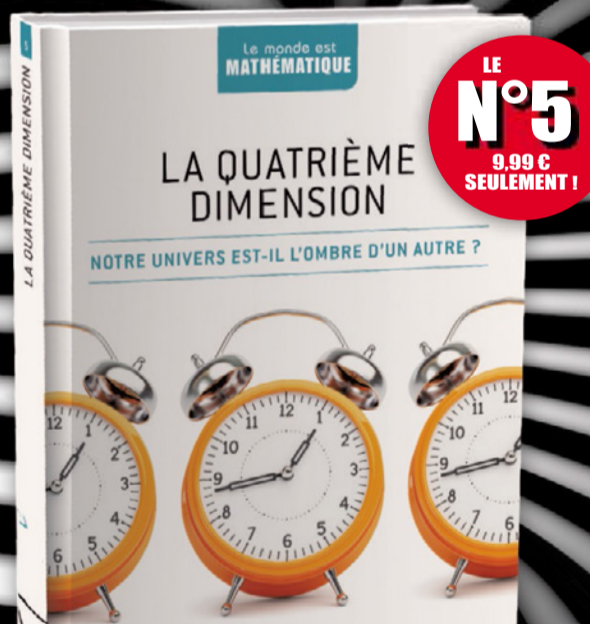
Au sein de l'opposition de droite, plusieurs partis sont sceptiques. Responsable des libéraux, Ola Elvestuen voit en Jens Stoltenberg, le premier ministre travailliste, « un chef de gouvernement sans crédibilité environnementale, quand il déclare si clairement donner la priorité à l'activité pétrolière dans une zone où se reproduisent quatre des plus gros stocks de poissons au monde ».

Au sein même du gouvernement, la question est hautement sensible. Le Parti socialiste de gauche (SV) est clairement opposé à cette exploitation et l'autre parti de la coalition, le Parti centriste, s'est également prononcé contre cette étude d'impact.

La question divise le pays et le combat des Lofoten est devenu emblématique d'une nation richissime, écartelée entre la réalité d'une pétromonarchie et l'image qu'elle cherche à donner d'un Etat modèle et responsable. ■

OLIVIER TRUC

Les mathématiques, une autre façon de déchiffrer le monde.



Le monde est MATHÉMATIQUE

UNE COLLECTION  
**Le Monde**

présentée par  
**CÉDRIC VILLANI**  
médaillé Fields 2010  
directeur de l'Institut  
Henri Poincaré

Le monde qui nous entoure serait indéchiffrable sans les mathématiques : les lois de l'harmonie dans l'art et la nature, les secrets du codage des cartes bancaires, la cartographie... Avec ces ouvrages, déchiffrez enfin les grands mystères des mathématiques.

www.lemondeestmathematique.fr



DÈS LE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

\*Chaque volume à partir du n°2 est vendu au prix de 9,99 €. Offre réservée à la France métropolitaine, dans la limite des stocks disponibles. Visuels non contractuels. RCS B 533 671 095